

Soutien efficace apporté à la société civile des Caraïbes pour la conservation de la biodiversité et le développement rural : Résultats et recommandations du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF) 2010 - 2016

2016

Société Civile et Gouvernance

Introduction

Les îles des Caraïbes constituent l'un des plus grands foyers mondiaux de la biodiversité, mais font également face à la pression extrême de nombreuses menaces, parmi lesquelles les espèces envahissantes, le changement climatique, et la destruction et la fragmentation des habitats dues à un développement humain non durable, à l'empiètement agricole et à la surexploitation des ressources naturelles. Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*) est un programme mondial qui accorde des subventions à la société civile pour la protection des écosystèmes critiques. Le premier investissement du CEPF dans le *hotspot* de biodiversité des îles des Caraïbes entre octobre 2010 et juillet 2016 a répondu à ces menaces et généré un large éventail de résultats en matière de conservation dans huit pays ainsi qu'au niveau régional. Des priorités spécifiques concernant le financement et les résultats visés avaient été identifiées dans le profil d'écosystème des îles des Caraïbes réalisé par le CEPF. En tant qu'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) du CEPF, l'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute – CANARI*) a assuré un leadership stratégique qui a aidé la société civile et les partenaires locaux à mettre en place un portefeuille de subventions. De façon collective, celles-ci ont eu des impacts sur la conservation de la biodiversité, la résistance au changement climatique et les moyens de subsistance ruraux durables.

Messages clés

- La société civile des Caraïbes est particulièrement bien placée pour obtenir des résultats sur le terrain en matière de conservation de la biodiversité, de résistance au changement climatique et de moyens de subsistance ruraux durables.
- Il est essentiel que les bailleurs et les autres partenaires continuent de soutenir les efforts de la société civile en matière de conservation de la biodiversité dans les îles des Caraïbes grâce à une approche programmatique régionale coordonnée.

Investissement à hauteur de **6,9 millions de dollars US** dans **8** pays et au niveau régional

77 subventions (**30** petites subventions, **47** grosses subventions)

68 organisations de la société civile (OSC) ont bénéficié d'une subvention

78 % des fonds engagés ont été attribués à des OSC locales et régionales basées dans les Caraïbes

25 zones clés pour la biodiversité (ZCB), couvrant un total de **593 967** hectares, présentent des améliorations notables dans leur gestion, telle que menée par les plans d'opération et de gestion.

8 nouvelles aires protégées ont été créées, couvrant une superficie de **111 496** hectares.

2 mécanismes de financement durable ont été mis en place

5 arrangements de cogestion ont été mis en place/soutenus aux niveaux du site et du corridor de conservation.

9 partenariats public-privé ont été créés dans le cadre d'actions classiques de conservation de la biodiversité

58 OSC ont renforcé leurs capacités institutionnelles

23 partenariats et initiatives ont été créés/renforcés entre les acteurs

Illustration n 1 : Le portefeuille du CEPF dans les îles des Caraïbes en chiffres

Ce précis de politique a été rédigé par l'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute – CANARI*) en tant que résultat du projet de « l'Équipe régionale de mise en œuvre du CEPF dans les îles des Caraïbes », financé par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*). Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques est une initiative conjointe de l'Agence Française de Développement, Conservation International, de l'Union européenne, du Fonds pour l'environnement mondial, du gouvernement du Japon, de la Fondation MacArthur et de la Banque Mondiale. Un objectif fondamental est de s'assurer que la société civile participe à la conservation de la biodiversité.

Illustration n 2 : Octroi de subventions par le CEPF dans les îles des Caraïbes par pays et par région

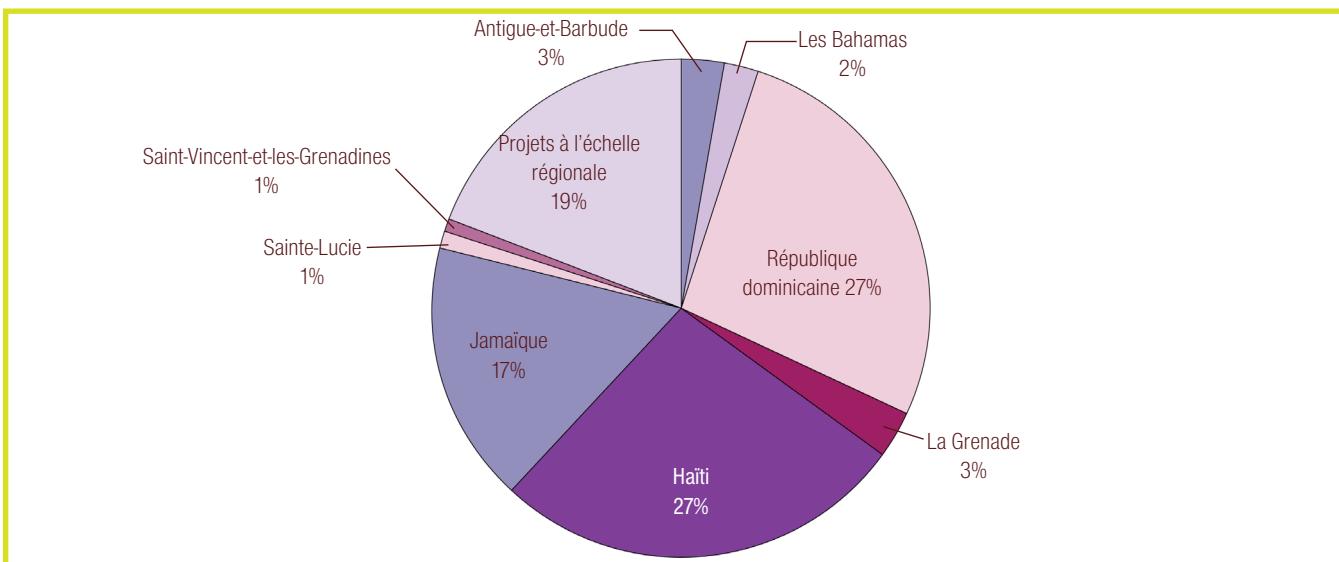
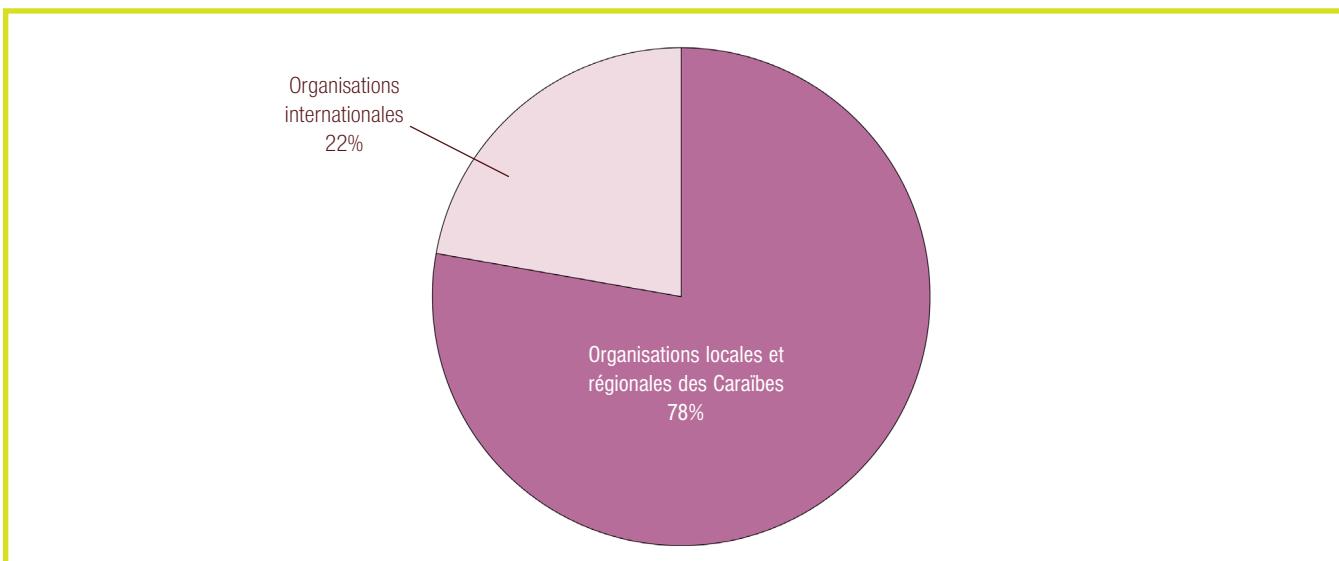


Illustration n 3 : Financement accordé par le CEPF dans les îles des Caraïbes par type d'organisation



Résultats clés¹

Amélioration de la gestion et de la protection de 25 zones clés pour la biodiversité (ZCB), couvrant 593 967 hectares dans huit pays, par le biais du développement, de l'approbation et de la mise en place de plans de gestion des aires protégées de façon participative, auxquels ont participé les communautés et les utilisateurs des ressources. Les plans et les actions de mise en place ont répondu aux questions relatives aux moyens de subsistance, à l'écotourisme, aux infrastructures et au développement des capacités.

Les bénéficiaires des subventions du CEPF ont renforcé les capacités techniques et organisationnelles en matière de

conservation des communautés et des gardes-forestiers. Des comités réunissant les parties prenantes ont été établis pour assurer la participation active des usagers des ressources et des communautés dans le processus de prise de décision, en collaboration avec les agences en charge des aires protégées.

Les communautés locales ont été sensibilisées à l'importance de la conservation de la biodiversité et leurs capacités ont été développées afin qu'elles puissent participer de façon significative aux actions de conservation et aux dialogues au niveau national. Par exemple, en Jamaïque, les OSC ont travaillé avec des communautés pour s'opposer à une proposition de développement d'un port et à de potentielles

¹ Pour un compte rendu détaillé sur les résultats obtenus au regard des objectifs du portefeuille du CEPF de 2010 à 2016, voir <http://www.canari.org/wp-content/uploads/2014/12/CEPF-CAR-Final-Logframe-Report-June-2016-1.pdf>

concessions minières. Dans le cas de la zone protégée de Portland Bight comme dans celui de Cockpit Country, les membres des communautés ont joué un rôle de porte-paroles actifs et visibles pour des questions et des préoccupations locales.

Création de huit nouvelles aires protégées, couvrant une superficie de 111 496 hectares aux Bahamas, en République dominicaine et en Haïti, dont des parcs nationaux marins et terrestres, des réserves municipales et une aire protégée privée. La première aire protégée privée en République dominicaine a été déclarée et les procédures requises pour mettre en place le cadre légal pour la déclaration des aires protégées privées ont été développées et diffusées.

Amélioration de la gestion des ZCB en Jamaïque

La Fondation pour la gestion des aires côtières caribéennes (*Caribbean Coastal Area Management Foundation - C-CAM*), qui travaille dans la zone protégée de Portland Bight (PBPA), la plus grande de Jamaïque, a développé des plans de gestion des sous-zones pour deux zones clés pour la biodiversité au sein de la PBPA : Hellshire Hills (14 700 hectares) et Portland Ridge and Bight (43 000 hectares). Ces plans comprennent une évaluation des risques et une stratégie d'adaptation au changement climatique. Il s'agit des premiers plans en Jamaïque qui intègrent explicitement une adaptation au changement climatique dans la planification de la gestion des aires protégées. La C-CAM a travaillé en étroite collaboration avec les partenaires locaux pour établir le comité de gestion de la PBPA et consolider les dispositifs institutionnels en faveur de la cogestion, en particulier les nouvelles modalités pour la collaboration inter-agences et la participation des communautés.

Adaptation au changement climatique intégrée à la planification des aires protégées et aux actions de mise en œuvre pour la première fois en Jamaïque et en République dominicaine. Une évaluation des risques relatifs aux changement climatique a été préparée pour les plans de gestion des sous-zones de Portland Bight et de Hellshire Hills, en Jamaïque. De la même façon, un plan et une stratégie d'action en matière d'adaptation au changement climatique ont été inclus dans le plan de gestion du parc national de La Humeadora, en République dominicaine. Les OSC en République dominicaine ont également conçu un plan d'action de développement des capacités pour avoir accès aux fonds de lutte contre le changement climatique, dans le but de conserver les écosystèmes critiques au regard du changement climatique.

Développement de mécanismes de financement innovants pour la conservation de la biodiversité. Parmi ceux-ci, la vente des premières compensations des émissions de carbone forestier dans les Caraïbes, dans le cadre d'un plan de paiement pour des services écosystémiques (PSE), qui permet aux petits exploitants agricoles et aux planteurs de cacao en République

Efforts binationaux pour créer la première aire protégée municipale en Haïti

Les communautés vivant dans la ville d'Anse-à-Pitres, à la frontière sud-est d'Haïti, ont travaillé avec la Fondation Internationale pour les Iguanes (*International Iguana Foundation - IIF*), Grupo Jaragua (une OSC dominicaine) et les autorités municipales pour créer la première aire protégée municipale, le Parc Cacique Henri, afin de protéger 3 000 hectares de forêt sèche où vit une petite sous-population de cyclures de Ricord (*Cyclura ricordii*), une espèce d'iguane classée en danger critique. Endémique sur l'île Hispaniola et avec seulement quatre sous-populations connues sur tout le territoire de la République dominicaine et d'Haïti, le cyclure de Ricord est menacé par la chasse, le braconnage de nid et la dégradation de l'habitat due à la déforestation, elle-même provoquée par la production de charbon et le pâturage du bétail.

Le projet de l'IIF a permis de développer les capacités de jeunes défenseurs locaux de l'environnement afin de les aider dans le cadre de la gestion des espèces et des sites et de préparer un plan de gestion pour la réserve. Ce projet a également permis de sensibiliser aux besoins en matière de conservation auprès de parties prenantes clés, parmi lesquels les propriétaires terriens, les communautés, les producteurs de charbon, les autorités locales, les gardiens de troupeaux et les groupes de femmes. Les enseignements tirés du projet ont été retranscrits dans un ensemble de procédures à mettre en œuvre pour la déclaration des réserves municipales en Haïti.



Evanita Sanon, membre d'une équipe locale chargée de la surveillance de l'habitat à Anses-à-Pitres en Haïti, et José Luis Castillo de Grupo Jaragua en République dominicaine, mesurent un oisillon d'iguane de ricord (*Cyclura ricordii*) au sein de la réserve municipale.

(Photo © International Iguana Foundation/Masani Accimé)

dominicaine d'accroître leur production tout en reboisant leurs terrains avec des espèces indigènes. Une estimation économique des ressources en eau pour soutenir un système de PSE participatif impliquant l'organisme responsable de l'eau potable pour Saint-Domingue, a également été réalisée, posant les bases d'un nouveau plan de financement innovant.

La République dominicaine crée sa première réserve privée et vend les premières compensations des émissions de carbone forestier dans les Caraïbes

La République dominicaine a créé sa première réserve privée, la Reserva Privada Zorzal, quand un consortium d'investisseurs privés originaires de République dominicaine et des États-Unis a acheté 469 hectares de terres, élargissant ainsi le corridor de conservation afin d'augmenter la connectivité écologique entre deux réserves scientifiques déjà existantes : celle de Loma Quita Espuela et celle de Loma Guacanejo. 650 000 \$ de capital privé ont été investis dans la réserve lors de la première année.

L'initiative a été mise en place par une OSC dominicaine, Consorcio Ambiental Dominicano (CAD), qui a tiré profit d'une législation auparavant inutilisée, prévoyant la possibilité de créer des réserves privées. CAD a travaillé avec les communautés, d'autres OSC, le gouvernement, le monde universitaire et des investisseurs privés pour créer le business plan, le plan d'utilisation des terres, l'inventaire biologique et le plan de gestion pour la Reserva Privada Zorzal, lesquels furent par la suite adoptés par le ministère de l'Environnement. Ces documents de référence et le processus mis en œuvre ont été diffusés afin qu'ils puissent être réutilisés par d'autres investisseurs soucieux de la conservation et des propriétaires terriens voulant à l'avenir enregistrer leurs terres en tant que réserve privée.

CAD a aussi développé un mécanisme de financement durable pour les réserves par le biais du programme de compensation des émissions de carbone forestier, mené en collaboration avec des entreprises de chocolateries américaines ou canadiennes. Première du genre dans les Caraïbes, la vente de crédits carbone forestiers a généré environ 14 000 \$ de revenus lors de la première année (2014), et devrait rapporter au moins 100 000 \$ d'ici à 10 ans, les agriculteurs et les communautés en recevant les bénéfices économiques directs.



La réserve privée Zorzal, première aire protégée privée en République dominicaine (Photo © Charles Kerchner)

Renforcement des capacités de 58 OSC locales et régionales basées dans les Caraïbes grâce au renforcement des capacités organisationnelles par le biais du développement de plans stratégiques, de plans de collecte de fonds et de manuels financiers, de sites Internet actualisés et de systèmes financiers. Les capacités ont été développées dans un large éventail de domaines, parmi lesquels : la conception de projet

et l'élaboration de proposition, le suivi et l'évaluation, la communication environnementale efficace et l'engagement du secteur privé. Des compétences techniques ont été développées dans les domaines du tourisme durable, de la collecte et du contrôle de données recueillies sur le terrain ainsi que de la gestion et de l'éradication des espèces envahissantes.



Des bénéficiaires de subvention du CEPF des Bahamas, de la République dominicaine, d'Haïti, la Jamaïque, Sainte Lucie et St. Vincent et les Grenadines lors d'un atelier de renforcement des capacités sur la gestion financière. (Photo © CANARI)

Amélioration de la gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) grâce au développement des capacités des OSC d'Antigue-et-Barbude, des Bahamas, de la République dominicaine et de Sainte Lucie pour éradiquer, gérer et contrôler les espèces exotiques envahissantes sur le territoire de leurs îles. En partenariat avec des OSC internationales, les OSC à l'échelle nationale ont conçu des plans d'opération et de biosécurité et ont réussi à éradiquer des EEE sur 19 îles au large des côtes. Le soutien apporté à la prise en charge locale de la lutte contre les EEE permet d'assurer une durabilité des efforts sur le long terme, une efficacité au regard du coût rentabilité et une adhésion des populations locales.

La société civile de quatre pays des Caraïbes a dirigé les efforts pour protéger les îles au large des côtes des espèces envahissantes

De 2012 à 2014, le Groupe pour la sensibilisation à l'environnement (*Environmental Awareness Group*), basé à Antigue-et-Barbude, et le Saint Lucia National Trust, ont travaillé ensemble pour la première fois dans le but d'améliorer leurs compétences techniques et leurs connaissances relatives à la gestion des espèces envahissantes. Leurs efforts ont abouti à l'éradication et à la prévention d'un nouvel envahissement par des mammifères envahissants sur 17 îles au large des côtes, et ce dans les deux pays. Cela a pu être réalisé grâce à l'assistance technique fournie par Fauna & Flora International, une OSC internationale.

Une autre OSC de niveau international, Island Conservation, a travaillé en étroite collaboration avec le Bahamas National Trust et Grupo Jaragua afin de développer leurs capacités pour la gestion et l'éradication, respectivement, des espèces envahissantes sur Booby Cay aux Bahamas et sur Alto Velo, une petite île située sur le territoire du Parc national de Jaragua en République dominicaine.



Lance Peterson et Saphira Hunt, deux surveillants de terrain du Saint Lucia National Trust, vérifient un appât sur Maria Island. (Photo © CANARI)

Renforcement des moyens de subsistance durables au sein des communautés vivant au sein et autour des ZCB, à Antigue-et-Barbude, en République dominicaine, à la Grenade, en Haïti, en Jamaïque et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, grâce au développement et à la promotion de la diversité des cultures, du traitement des fruits et légumes, de l'écotourisme et de l'apiculture. Offrir des alternatives économiques viables est essentiel pour réduire la pression humaine sur les écosystèmes critiques, et plus particulièrement dans les petits Etats insulaires en développement où les besoins socio-économiques des familles dépendant des ressources naturelles pour leur subsistance doivent être pris en compte.



Cultiver certaines espèces d'arbres sur les plantations de café en Jamaïque peut aider à lutter contre les insectes nuisibles, accroissant de ce fait la production et les revenus. (Photo © Wendy Willis)

Amélioration des moyens de subsistance des communautés locales en Haïti

Le Parc national de l'Unité 2 de la Forêt des Pins, l'une des dernières grandes forêts (plus de 14 000 hectares) riches en biodiversité d'Haïti, a subi une déforestation effrénée. Entre 2011 et 2015, une ONG locale, l'Organisation des Paysans pour le Développement de l'Unité 2 de la Forêt des Pins (OPDFM), a mis en place le plan de zonage du parc, avec l'aide du ministère de l'Environnement, du ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, et en collaboration avec les autorités locales, des groupes internationaux et les communautés locales.

L'OPDFM a restauré avec des arbres indigènes 227 hectares de terrains défrichés, et protégé 100 hectares de la forêt locale de feuillus. Une étude ethnobotanique a identifié et inventorié plus de 110 espèces de plantes médicinales et un jardin constitué de plantes de variétés anciennes a été créé. Deux-cent familles ont reçu une formation au sujet des alternatives économiques à la déforestation et plus de 50 familles gagnent maintenant des revenus provenant des produits forestiers non ligneux. De plus, 100 personnes bénéficient désormais de revenus issus d'activités liées à la restauration de la forêt et à la protection de la forêt Rak Bwa.

Création d'alliances, soutien au réseau de connaissances régionales et consolidation de partenariats multisectoriels pour la biodiversité qui ont franchi les juridictions politiques et les barrières linguistiques. Par exemple, les défenseurs de l'environnement sur l'île d'Hispaniola ont collaboré au sujet du développement d'actions pour intégrer la conservation des amphibiens au sein de la planification planning de la gestion. Nature Caribé, un nouveau réseau régional composé de neuf OSC dédiées à la défense de l'environnement, a été créé. Les OSC dominicaines ont favorisé la création d'alliances stratégiques avec des entreprises locales privées dans les secteurs du ciment et de l'extraction minière pour réaliser des actions



Alors qu'on croyait cette espèce disparue, la grenouille Tiburón (*Eleutherodactylus semipalmatus*) a été redécouverte en 2012, à Grand Bois, dans la zone clé pour la biodiversité du Massif de la Hotte, en Haïti, par le Dr Blair Hedges, biologiste, et une équipe locale de Société Audubon Haïti (SAH). Grâce au financement du CEPF et à la collaboration avec des ONG locales et internationales, des universités, des groupes communautaires et le gouvernement haïtien, le Parc national de Grand Bois a été déclaré zone protégée en 2015. (Photo © Carlos C. Martínez Rivera)

de conservation dans la zone de Sierra de Bahoruco. Une alliance pour la conservation entre de multiples parties prenantes, composée d'acteurs locaux et du ministère de l'Environnement, a été créée pour la partie est de Sierra de Bahoruco.

Intégration de la biodiversité et des services écosystémiques au sein de sept plans, projets et règles dédiés au développement et axés sur la gestion des ressources en eau, la reforestation et le carbone forestier à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, en Haïti, en République dominicaine et en Jamaïque. Par exemple, un plan de gestion intégré du bassin pour la réserve forestière de Cumberland à Saint-Vincent a été conçu, en prenant en compte les impacts du changement climatique sur les atouts clés du bassin, dont la biodiversité fait partie.

Recommandations

Soutenir les OSC des Caraïbes pour la mise en œuvre des plans et stratégies développés

Les bénéficiaires des subventions du CEPF ont conçu des plans et des stratégies d'action pour la gestion des aires protégées, intégrant la résistance au changement climatique et les moyens de subsistance durables nécessitant un soutien supplémentaire pour une mise en œuvre réussie.

Renforcer les partenariats au sein de la société civile et avec le secteur privé ainsi qu'avec les autres gestionnaires et les usagers des ressources naturelles

Le soutien du CEPF a donné une forte impulsion à la société civile pour la création de partenariats stratégiques, en particulier avec les secteurs public et privé. La consolidation de ces partenariats garantira la réalisation des objectifs de conservation sur le long terme.

Autre publication de CANARI qui pourrait vous intéresser :

CANARI. 2016. Attribution efficace de subventions à la société civile caribéenne: Leçons et innovation à partir de l'expérience de CANARI en tant qu'organisation intermédiaire. Précis de politique no. 22. Laventille : CANARI

Encourager davantage de partage des connaissances et une collaboration à l'échelle régionale pour un impact renforcé

Le prolongement des meilleures pratiques et enseignements tirés du premier investissement du CEPF dans la région et l'implication de davantage de pays, comme Cuba et les pays ou territoires d'outre-mer, maximiseront l'impact de l'apprentissage et de la conservation à un niveau véritablement régional. La coordination avec d'autres initiatives à l'échelle nationale ou internationale garantira une réponse programmatique régionale stratégique et coordonnée au soutien apporté au travail accompli par la société civile en matière de conservation de la biodiversité, de lutte contre le changement climatique et pour des moyens de subsistance ruraux durables.

Caribbean Natural Resources Institute

L'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (*Caribbean Natural Resources Institute*, CANARI) est une organisation technique régionale à but non lucratif qui travaille depuis plus d'une vingtaine d'années dans la Caraïbe insulaire.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la promotion de partenariats régionaux.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)

Fernandes Business Centre

Building 7, Eastern Main Road,

Laventille, Trinidad. W.I.

Tel: (868) 626-6062 • Fax: (868) 626-1788

Email: info@canari.org • Site web: www.canari.org